Corps publics, paroles publiques

Ethnographie des manifestations du mouvement du 20 février marocain

Zineb Majdouli

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/clo/2335>

DOI : 10.4000/clo.2335

ISSN : 2266-1816

Éditeur

INALCO

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2015

ISBN : 9782858312276

ISSN : 0396-891X

Référence électronique

Zineb Majdouli, « Corps publics, paroles publiques », *Cahiers de littérature orale* [En ligne], 77-78 | 2015, mis en ligne le 10 mai 2016, consulté le 01 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/clo/2335> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clo.2335>

Cahiers de littérature orale est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Corps publics, paroles publiques

Ethnographie des manifestations du mouvement du 20 février marocain

Zineb MAJDOULI

Labsic, Université Catholique de Lille

Le mouvement du 20 février marocain (M20F¹), mouvement protestataire né dans l'élan suscité par les contestations qui animaient et qui animent encore le monde arabe, a souvent été présenté dans les médias nationaux et internationaux comme une exception². « L'exception marocaine » signifie ainsi que le Maroc n'est pas un pays du printemps arabe comme les autres, qu'il est engagé dans une longue politique de réformes (Saint-Prot, Rouvillois, 2013), mais aussi que le pays a évité la révolte ou la violence en rédigeant une nouvelle constitution et en mettant en place des élections anticipées. Cette lecture du M20F restaure (directement ou indirectement) et met en valeur les pouvoirs politiques ainsi que leurs

1. Dans la suite de l'article, l'acronyme M20F identifie le mouvement du 20 février marocain.

2. Les articles suivants, parmi beaucoup d'autres, montrent comment le cas du Maroc a été rapidement analysé différemment dans les médias locaux et internationaux. Le printemps marocain n'a pas renversé son régime en place. Cela laisse donc penser que les soulèvements au Maroc ne remettent pas en question les pouvoirs politiques mais expriment des demandes de réformes. Selon certaines analyses (SAKHI, 2013) cependant, la rhétorique de l'exception marocaine est devenue un outil de propagande cherchant à exclure implicitement le Maroc des soulèvements qui ont eu lieu dans la région. Voir entre autres <http://www.rfi.fr/emission/20130403-le-maroc-est-il-abri-printemps-arabe> et http://www.albayane.press.ma/index.php?option=com_content&view=article&id=7435:des-experts-francais-soulignent-lexception-marocaine-dans-un-monde-arabe-agite--au-maroc-il-y-a-un-etat-stable-et-legitime&catid=44:actualites&Itemid=118.

réactions face à une contestation populaire tout en banalisant cette dernière, réduite à un simple phénomène passager, précisément non exceptionnel. De fait, contrairement à la Tunisie ou à l'Égypte, le M20F ne réclamait pas la chute du régime en place, mais l'assainissement général du système politique, juridique et social ainsi que l'établissement d'une monarchie parlementaire. Et, s'il a mobilisé des milliers de personnes de tous âges et de toutes appartenances politiques dans les premiers mois de son lancement, ce nombre ne cessera de diminuer, prouvant ainsi, par la loi du nombre, la déliquescence de la « voix » des contestataires et le « caractère exceptionnel » du cas marocain. Or, les circonstances de cette « exception » et du déclin du mouvement doivent être éclaircies. Je propose donc ici d'une part une lecture du mouvement par la manière dont les membres s'approprient une « voix »³, mais aussi ce que je nomme un « corps manifestant ». J'analyserai d'autre part les réactions des pouvoirs politiques et les difficultés internes du mouvement qui participeront à l'affaiblir progressivement. L'exception n'est pas entendue ici comme le moyen par lequel l'État marocain a réussi à gérer la crise des contestations publiques, mais comme la manière dont les membres du mouvement se sont approprié l'espace urbain et public. Le premier moment de ce texte décrit la marche manifestante elle-même et l'espace urbain où elle se déroule, en mettant l'accent sur l'expression de l'émotion dans le contexte manifestant comme temps extraordinaire du quotidien. Le second moment sera celui de la parole publique des participants au mouvement où j'observerai ses formes et sa performativité dans son contexte politique. Le troisième englobera ce que je décris comme la parole étouffée et donnera un aperçu des circonstances du déclin de la voix des manifestants. Une approche interactionniste permettra, d'une part, de poser un regard ethnographique sur l'observateur et l'observé et, d'autre part, de redonner vie à la situation contestataire comme lieu de conduites sociales sortant de l'ordinaire. J'y mets en évidence les usages des lieux, des rituels et des dramaturgies manifestantes qui permettent de constituer un espace social et un temps commun où peuvent se formuler des paroles et des revendications communes.

3. J'emprunte ici la notion de voix à Sandra Laugier. « La voix est ce qui permet que ma voix individuelle soit commune (...) Il y a dans la voix, l'idée de *claim*, de revendication » (OGIEN, LAUGIER, 2011, p. 184). En parlant de désobéissance civile, Laugier et Ogien analysent précisément les protestations publiques comme une forme de recouvrement de la voix aussi bien au sens propre (en criant dans la rue lors d'une manifestation publique) qu'au sens figuré, la voix qui vote, mais aussi la voix singulière qui participe et revendique une « validité commune ».

De la marche ordinaire à la marche manifestante

Marcher dans la rue, sous la forme de la marche ordinaire, implique au Maroc, comme ailleurs, une collection, un agrégat de codes connus et communs. Pour une femme en particulier, il s'agit d'une tenue particulière et d'une connaissance fine de la rue et de ses règles. Il faut donc connaître les subterfuges, les pièges de la rue, ses escarpements, ses trottoirs, ses arrêts et ses passages. Marcher suppose précisément, dans le contexte marocain, d'être affairé, d'avoir un but (Majdouli, 2013). Les règles de sociabilité routinières dans la ville marocaine invitent les corps urbains à la discrétion plutôt qu'à l'ostentation, à l'isolement plutôt qu'au regroupement, à l'inattention civile plutôt qu'à la curiosité des regards, à l'anonymat plutôt qu'à la visibilité. L'automobile est par contraste le lieu où s'exercent certaines licences que la présentation de soi dans la rue ne permet pas. « Jamais sans ma voiture » est le slogan de nombreuses femmes marocaines qui préfèrent la protection de l'habitacle à la mise à nu qu'impose le regard social sur soi et sur les autres dans l'espace urbain. « Ma tenue ne sera pas la même si je prends les transports en commun », nous dit Amel, alors qu'Omar précise que ses « ... cheveux longs sont visibles et font souvent l'objet d'interpellations désobligeantes dans la rue ». Si les femmes craignent les pratiques courantes de « drague » dans la rue, les hommes peuvent parfois s'abstenir également d'une originalité dans leur manière d'être ou dans leur tenue vestimentaire. Que se passe-t-il alors lorsqu'on participe à une manifestation politique organisée par un mouvement populaire sans appartenance politique qui invite à la visibilité, à l'audibilité et à l'attention accrue aux autres ?

Comme le note Jean-Noël Ferrié (1995, p. 188), « On ne fait pas en public des choses censées être faites en privé ». La liberté individuelle est en effet soustraite à l'espace public et reléguée aux « lieux intérieurs » dans les sociétés musulmanes. Ce contraste entre la marche ordinaire discrète et affairée, la liberté individuelle reléguée aux espaces privés, et la marche manifestante rimant avec la visibilité du participant et avec l'exercice public de la liberté individuelle et collective, est particulièrement pertinent pour mieux saisir l'épaisseur de la présence du corps et de la voix manifestants dans l'espace urbain marocain.

Le mouvement du 20 février s'inscrit en effet dans une longue lignée de contestations politiques. Les *sit-in* des diplômés chômeurs devant les ministères à Rabat, les marches pour les droits humains ou pour les droits de la femme sont, depuis l'indépendance du Maroc, une activité régulière dans l'espace public. À partir des années 2000, la pratique *d'al waqfa*, le *sit-in* ou rassemblement, est devenue un mode routinier de la mobilisation en public (Vairel, 2005). Quelles différences y a-t-il donc entre ces pratiques et le mouvement du 20 février ? Le M20F présente de nombreuses similitudes avec la longue histoire des mouvements

sociaux marocains (Bennani-Chraïbi, Jeghlal, 2012). Et, dans ce sens, plusieurs analystes considèrent que ce dernier s'inscrit dans leur continuité (Vairel, 2012). Il a toutefois une spécificité : l'absence d'un leader et l'apolitisme. La non-appartenance à un parti ou à une institution politique représente une première spécificité du mouvement par rapport aux nombreuses mobilisations qui ont eu lieu au Maroc auparavant. Le M20F veut précisément donner la possibilité à n'importe qui de le rejoindre. La seconde spécificité découle de la première ; elle est précisément urbaine. Le mouvement a investi en masse les quartiers populaires. S'il a suivi les sentiers battus, les itinéraires urbains traditionnels des marches manifestantes, connues et facilement quadrillées par les forces de police, il s'est également déployé dans des zones urbaines jusque-là très peu mobilisées en tant qu'espace pour des revendications politiques. À Casablanca, *Derb Soltane*⁴, un quartier populaire du centre-ville, lieu des manifestations pour la libération dans les années quarante, est réinvesti, en même temps qu'est élue *Sahat Sraghna*, la Place Sraghna, l'une des zones centrales et populaires où la concentration de véhicules, d'êtres humains et de charrettes de vendeurs ambulants est des plus élevées. Les marcheurs se déploient également à *Sbata*, une banlieue de Casablanca connue aussi bien pour sa pauvreté que pour la radicalisation de certains de ses habitants. La coordination de *Sbata* a été d'ailleurs particulièrement active sur Internet en raison de la violence policière qui s'est bien plus exercée dans ce quartier qu'ailleurs dans la ville. Il en est de même à Rabat ou Marrakech, où le M20F, désirant un mouvement « par le peuple et pour le peuple », a tenu à aller là où personne ne va en organisant des marches aussi bien dans les secteurs balisés et traditionnellement consacrés aux manifestations que dans certains quartiers périphériques ou populaires de la ville. Ce choix urbain résonne avec la revendication d'une forme d'apolitisme. Pouvoir aller à une manifestation en tant qu'anonyme a été un des credo du mouvement du 20 février. C'est précisément cette expérience que j'ai tenté de faire lors de plusieurs manifestations ayant eu lieu à Rabat : rejoindre la marche, en citoyenne sans appartenance politique et sans expérience de la manifestation au Maroc. C'est également dans le cadre de cette observation participante que je relève le poids de ce que J-N. Ferrié notait à propos des libertés individuelles. C'est en rapport à la marche ordinaire, discrète, vigilante, guidée par un but précis qu'apparaît la spécificité du dispositif manifestant. Les conduites visibles et audibles qui y ont lieu autorisent une réappropriation de la rue comme espace de déambulation et comme espace « public » où des valeurs communes se réaffirment et où un collectif se donne forme.

4. *Derb Soltane* signifie en langue marocaine : la rue du sultan.

L'événement extraordinaire que constitue une manifestation publique inscrit ainsi le corps dans le cadre d'une temporalité spécifique ; il permet un autre type de comportement en public. Les approches et départs « liminaires » du dispositif manifestant sont les garants de l'existence d'un nouveau « cadre » de l'interaction (Schechner, 1980, p. 126). Ce cadre transformé, bien que présentant certaines ressemblances avec ce qui se déroule habituellement dans le quotidien, acquiert une signification différente et oriente les perceptions de la situation ainsi que les comportements adoptés par rapport à elle (Goffman, 1991, p. 30). Richard Schechner (1980, p. 126) précise en effet qu'« au cours de rassemblements de célébrations, les gens sont libres d'adopter un comportement et d'établir des contacts qui seraient interdits en d'autres circonstances ». L'attroupement, les banderoles et la dramaturgie manifestante donnent donc la possibilité de rejoindre le lieu du rendez-vous, d'attendre sans être affairé le début de la marche, de marcher près d'inconnus et parfois de leur faire des sourires ou de leur jeter un regard complice, de parler fort et de crier en public des revendications politiques qui, pour la plupart des participants, y compris moi-même, étaient reléguées à la sphère privée, aux discussions entre amis, à l'abri de la coercition policière.

Contrairement aux manifestations encadrées par une institution connue (un parti ou un syndicat) autour d'une question particulière, être dans les rangs du M20F signifie être sans appartenance et sous couvert d'aucune institution. Aussi exaltant que puisse être le sentiment d'être « avec le peuple et parmi le peuple », il s'agit également d'un risque. Qui est la personne qui se trouve près de moi ? Est-ce un policier ou un membre du mouvement ? Comment vais-je pouvoir reconnaître ceux qui sont avec moi et les différencier de ceux qui sont contre moi ? Cette question est d'autant plus vitale que les manifestants savent que se trouvent parmi eux des informateurs, appelés *baltajia*⁵. Aussi, la longue histoire de la surveillance policière accrue que les Marocains ont vécue sous Hassan II, au moment où aucune parole dissidente ne pouvait être prononcée, pèse sur le participant. Dans une manifestation de ce type, les codes qui permettent de s'orienter dans l'espace social sont brouillés. C'est précisément au regard du risque très vivace aux yeux des manifestants de la coercition policière que la présence du corps et de la voix dans ces manifestations n'est que plus extraordinaire. Le risque d'être identifié, ou pire celui de la violence physique, fait de la participation à ces mouvements une gageure

5. *Baltajia* : mot ottoman réapparu en Égypte se référant aux personnes pro-Moubarak qui ont attaqué les manifestants à la place Tahrir. Il désigne au Maroc des individus soutenant le gouvernement et qui s'attachent à semer le trouble pendant les marches par des attaques physiques et des provocations verbales.

et transforme la présence du corps en « marque ». Hisham Al Miraat, responsable du site internet du mouvement *mamfakinch.com*, confiait lors de notre entretien en juillet 2012 « n'avoir pas reçu l'honneur d'être marqué ». Il n'a pas été touché par les violences policières puisqu'il a suivi les actions du mouvement depuis son appartement d'étudiant à Paris et qu'il l'a soutenu par d'autres moyens que par la présence physique. Lors de l'entretien avec Hamza Mahfoud le 26 juillet 2012, le bleu sur l'un de ses yeux était également l'occasion de parler et de montrer ses nombreuses cicatrices, témoins de la répression qu'il a subie. Cette dimension de la pratique manifestante est fondamentale. Avec les moyens de transmission des images, la violence est un cadrage de la marche, les marques étant une trace qui témoigne. La dimension potentiellement violente de la manifestation est partie prenante de l'exercice manifestant et, dans ce sens, cette trace est l'expression publique d'une revendication commune : dénoncer les exactions commises par le pouvoir politique et recouvrer la « dignité » – premier terme revendiqué dans la première charte du mouvement.

En effet, lors de ces marches un autre type de règles d'interaction se met en place. D'un point de vue ethnographique, on ne peut être seulement un observateur, on est engagé physiquement et politiquement, car la présence est visible sur place mais aussi potentiellement retransmise et immortalisée sur Internet. Participer aux manifestations du M20F, c'est donc noter une autre de ses spécificités liées à l'usage des nouvelles technologies. À l'instar de la Tunisie ou de l'Égypte, si les « réseaux sociaux n'ont pas fait la révolution »⁶, les organisateurs ont largement investi Internet comme moyen technique pour organiser les rassemblements et pour publier les revendications, les vidéos et les images. Les participants ne sont donc pas anonymes. Plus que cela, leurs photographies individuelles et en action lors des rassemblements sont largement documentées sur les pages Facebook ou dans les nombreux blogs militants. Montrer son visage a également été le thème majeur de la publicité politique du M20F⁷. Ces dernières représentent, dans un décor sobre, des individus, des hommes et femmes de tous âges, revendiquant leur appartenance au mouvement et leur désir de le rejoindre. Elles présentent précisément le visage découvert de personnes anonymes. Or ceci n'est pas évident à l'intérieur du cadrage policier mentionné plus haut. Devenir connu de tous, traçable par les forces de police et reconnaissable est un risque sérieux et une spécificité majeure du M20F par rapport aux contestations passées.

6. Cédric TERZI, Smain LAACHER, 2012.

7. Voir la première vidéo produite et diffusée par le mouvement, intitulée « Campagne du 20 février » http://www.youtube.com/watch?v=A_LF0JqnMzw.

La présence sur les lieux de la manifestation représente tacitement un accord pour la retransmission de sa propre image. L'exposition des visages et des corps dans les vidéos et images postées sur les réseaux sociaux est donc un accord implicite pour la diffusion de celles-ci. Il en est de même lors des rassemblements où l'on participe en se sachant filmé de toutes parts, par les forces de police comme par les manifestants eux-mêmes qui documentent le mouvement en vue de publier des vidéos témoins. Un individu n'est donc pas seulement visible aux personnes qui marchent à ses côtés, mais il est potentiellement visible pour un public bien plus large. Participer à la marche revient donc à y appartenir. Le corps qui manifeste est vu, photographié, documenté, il est à la fois un acte politique et une prise de parole publique. La présence dans les manifestations du M20F laisse donc peu de place à l'isolement ou à la discrétion de la marche ordinaire. Le cadrage de l'image et de la répression policière participe à créer un collectif manifestant relativement solidaire par les idées qu'il défend et l'espace qu'il s'approprie momentanément. Lors d'une de mes incursions anonymes à une manifestation à Rabat en septembre 2012, alors même que j'étais seule et que je ne connaissais personne, je notais dans mon journal les sourires fréquents et les regards accueillants des manifestants. Me sentant seule dans la foule, je me joignais à des groupes de marcheurs. Tout en respectant les règles spatiales interpersonnelles, je les suivais pour les observer, mais aussi pour obtenir une forme de protection implicite. De regards en sourires, cette interaction muette me permettait d'accompagner leurs mouvements avec leur accord, chose relativement rare au quotidien. Dans ce contexte spécifique, cette complicité tacite entre les participants me permettait de noter que la présence physique dans la marche était l'accord de participation à ce collectif manifestant et à ses idées. Le corps manifestant est donc performatif ; il parle aux passants par sa présence même dans la marche, avant même d'avoir prononcé un mot.

Du corps performatif à la parole publique

Afin de comprendre les mots prononcés lors des marches du M20F, il est nécessaire à ce stade de faire le point sur le contexte politique et social dans lequel ils sont dits.

Suite aux mouvements sociaux qui ont animé la Tunisie et l'Égypte, les blogueurs marocains, déjà actifs sur Internet depuis plusieurs années, ont eu là l'occasion d'appeler à la mobilisation. Les jeunes protestataires qui composent aujourd'hui le M20F ont à l'évidence suivi de près l'évolution de l'actualité tunisienne : « Quand Benali a chuté, tout le monde attendait ça. C'est-à-dire quand il a chuté, on s'est totalement identifié et le soir où il a chuté, on était d'ailleurs ensemble », nous raconte H. Mahfoud. Ce dernier, membre actif d'une association de lutte

contre l'illettrisme, a rencontré les futurs membres organisateurs du M20F lors d'une marche contre le harcèlement sexuel qui s'était déroulée à Rabat. Malmenés (alors) par les forces de police, les liens amicaux s'établissent entre les participants et c'est avec beaucoup d'émotion que Hamza raconte les nuits passées chez les uns et les autres à discuter de l'avenir du pays et, plus tard, à organiser les modalités de la mobilisation. Le 14 janvier 2011, deux jeunes étudiants de la ville de Meknès, administrateurs du groupe Facebook « Pour le libre dialogue avec le roi, pour la démocratie », ont lancé un appel national à manifester. Cet appel est relayé très rapidement sur le réseau et, en moins de trois jours, plus de 6 000 nouveaux membres s'y inscrivent. La date du dimanche 27 février est annoncée mais la polémique commence également sur Internet. Le 27 février coïncide avec l'anniversaire de la constitution du Polisario, le front séparatiste du Sahara occidental. Des pages progouvernementales sont créées du jour au lendemain, selon Ibtissam Lachgar⁸ (20 juillet 2012), lançant ainsi une guerre de contre-information sur le réseau et accusant les adjuvants d'un mouvement national d'être proPolisario et contre le roi. Pour éviter la confusion entre ces deux événements, la date est avancée ; le dimanche 20 février est finalement choisi pour l'appel à la première manifestation nationale. En quelques semaines, les membres doivent se réunir, décider d'un plan d'action, organiser les publications, la relation aux médias, choisir des lieux de réunion, fabriquer des banderoles, des slogans, louer des voitures utilitaires pour encadrer la marche, constituer des cellules d'actions tout en rédigeant un premier jet des revendications principales du Mouvement. Pour ce faire, les membres du 20 février s'inspirent de leurs expériences militantes passées, mais aussi des modèles de manifestations publiques déjà présents dans le monde arabe. Dans ces circonstances, la mise en scène, le protocole, l'apparence des participants, le décorum sont conçus comme des « adjuvants des valeurs que l'on entend célébrer ou des messages politiques que l'on souhaite transmettre »⁹. À partir de la date du 20 février 2011, les manifestations se sont tenues à un rythme régulier tous les dimanches et tous les 20 du mois jusqu'en février 2012. Hamza, Ibtissam et tous les autres membres organisateurs, y ont participé assidûment. Comme nous l'avons vu plus haut, ces derniers ont tous une expérience militante ou activiste préalable. Toutefois, le vœu de non-appartenance politique préside à la formation du M20F et c'est le modèle de la manifestation pacifiste, apolitique et sans leader, réunissant

8. Ibtissam Lachgar, 34 ans, résidant à Rabat, psychologue clinicienne, cofondatrice du Mouvement Alternatif pour les Libertés Individuelles (MALI) et membre active du M20F.

9. Christian BROMBERGER, 1990.

« tout le peuple » qui est choisi. Les corps sont donc des corps qui marchent et qui crient et non des corps provocants ou casseurs. Les paroles produites par ces corps doivent réunir tout le peuple marocain et correspondre en ce sens à une forme de consensus social. Consensus d'autant plus pertinent lorsque, une semaine plus tard, le mouvement des diplômés chômeurs (qui accorde, par sa présence, une pleine légitimité aux revendications du M20F¹⁰) ainsi que les fonctionnaires du ministère de l'Intérieur (qui manifestaient pour la première fois dans l'histoire du Maroc) comme le mouvement islamiste radical Justice et bienfaisance (Al adl wal Ihsan) s'associent au mouvement. Ce dernier va grossir de manière significative le nombre des participants aux manifestations. Les islamistes radicaux, de véritables soldats, comme les décrit H. Mahfoud, font preuve de discipline et d'un sens de l'organisation remarquable malgré les profondes et dangereuses divergences idéologiques qui les opposent aux autres franges du mouvement.

Composé au départ principalement de jeunes militants de la gauche radicale, le M20F se transforme donc en mouvement populaire rassemblant des couches très diverses de la société marocaine. Il réclame une monarchie parlementaire, revendication encore inédite dans l'espace urbain et public marocain (Bayloq, Granci, 2012). La parole publique, criée dans les rues pendant les marches, rend donc non seulement le corps visible mais également audible. Scandée lors des marches, celle-ci regroupe les corps autour d'une demande commune, formant ainsi une « masse critique » comme l'appelle H. Mahfoud, c'est-à-dire un groupement de corps compacts, unis, portant une voix commune, et donc protégé par l'effet de « masse » de la répression policière. Hamza a rédigé et scandé quelques-uns de ces slogans, armé de son haut-parleur à bord d'un des véhicules utilitaires accompagnant les marches. Son but était précisément de rassembler autour de lui, par la force de sa voix et de ses gestes, la foule dispersée. Il s'est servi de l'actualité comme du rythme du phrasé marocain pour verbaliser les revendications du M20F.

10. Le mouvement des diplômés chômeurs existe depuis 1991 où il a été institutionnalisé sous forme d'association nationale (ANDCM). Il s'agit de la première organisation rassemblant des titulaires de diplômes, allant du baccalauréat jusqu'au doctorat, en situation de chômage et poursuivant l'objectif d'intégrer ses adhérents à la fonction publique. Les protestations régulières, grèves de la faim, campement devant les ministères pendant plusieurs semaines, largement médiatisées, se sont poursuivies de manière régulière depuis une trentaine d'années « constituant aussi bien des réponses au chômage qu'à des sujets disparates tels que le renchérissement des transports et des services de première nécessité, le respect des droits de l'Homme ou le détournement de l'argent public » (BADIMON, EMPERADOR, 2007). La présence de cette association dans les rangs du M20F est donc un gage et une ratification de la légitimité du mouvement naissant et de ses revendications.

Ces slogans sont en effet relativement radicaux au lancement du mouvement et touchent directement le pouvoir politique et, en particulier, le roi considéré jusqu'alors comme un symbole intouchable. Ce slogan ironise notamment autour des réparations cosmétiques qui sont entreprises spécialement en prévision du passage du roi dans une ville et lors des fêtes nationales :

Il arrive, il arrive... réparez-lui les routes !
Il arrive, il arrive... déroulez-lui les tapis !
Il arrive, il arrive... faites-lui planter des arbres !
Il arrive, il arrive... préparez-lui les drapeaux !
Il arrive, il arrive... préparez-lui les drapeaux !
Il arrive, il arrive... à genoux devant lui !
Il arrive, il arrive... faites-lui le baisemain !

D'après mes informateurs, ces paroles publiques deviennent peu à peu consensuelles pour réunir et rassembler les participants de plus en plus hétérogènes. Si les mots « que tombe le gouvernement ! » sont lancés lors des toutes premières manifestations comme ici...

Les masses disent
Que la seule solution entre toutes
C'est de faire tomber le gouvernement,
Dissoudre le parlement,
Changer la constitution,
Libérer la justice,
Libérer les médias

... Ou encore dans une seconde version, utilisée massivement dans toutes les manifestations et écrite par H. Mahfoud, où l'expression « Makhzen¹¹, dégage ! » est scandée :

Écoute la voix du peuple :
Le Makhzen dégage,
19, dégage !¹²
Le Maroc est une terre libre,
Le 20 février est une révolution libre

11. *Makhzen* signifie littéralement « entrepôt de grain », mais désigne dans le langage courant l'État marocain et l'ensemble des institutions régaliennes marocaines.

12. Il s'agit de l'article 19 de l'ancienne constitution qui considère le roi comme le « commandeur des croyants » doté de tous les pouvoirs exécutifs et législatifs.

... Ces paroles sont rapidement remplacées par la demande plus consensuelle d'une monarchie parlementaire, de la fin des privilèges des nantis et le changement de la constitution. Dans ce texte, les manifestants remettent en question le statut de sujet du roi contre celui de citoyen libre en soulignant l'effet pervers des actions et dons royaux précisément anticonstitutionnels parce qu'ils n'accordent pas les mêmes droits à tous, mais instaurent systématiquement un régime d'exception qui favorise les passe-droits et les privilèges des notables :

La réforme constitutionnelle... est une offrande royale
Le conseil des ministres... est une offrande royale
La désignation du gouvernement... est une offrande royale
Celle des commissions... est une offrande royale
Celle des Cheikhs, des confréries... est une offrande royale
Les donations et les aumônes... sont une offrande royale
Le protocole et la chancellerie... sont une offrande royale
Le limogeage et la nomination... sont une offrande royale
Le bien-être et la vie... sont une offrande royale
La prière de la pluie... est une offrande royale
Et la prière des calamités... est une offrande royale
L'inauguration des hôpitaux... est une offrande royale
Et celle des routes et des aéroports... est une offrande royale
Et même la maison de l'Étudiant... est une offrande royale
La réalisation des revendications... est une offrande royale
Et la Guérison du cancer... est une offrande royale
Le nettoyage des plages... est une offrande royale
Et le pardon des pêcheurs... est une offrande royale

Et si la critique politique, comme ici, est largement orientée vers le monarque et son mode de gouvernement, les slogans vont se tourner progressivement vers des thèmes concrets et consensuels (la vie chère, le changement, la corruption...). Ce choix ne laissant place à aucune scission interne du corps du mouvement, qui est à présent composite, a une conséquence : si l'objectif du mouvement est à terme de fournir une assise idéologique, une cohérence politique et surtout une forme de légitimité aux yeux du gouvernement lui permettant de proposer un programme ou une structuration des réformes, cette démarche se trouve sérieusement mise à mal par les discours et les slogans consensuels. Car, pour servir le consensus, le M20F, fragilisé par son caractère composite, se vide de l'intérieur. Ne restent alors que les revendications concrètes autour de la vie chère, de la pauvreté ou de la corruption avec lesquelles toutes les composantes s'accordent. Celles-ci ne

fournissent pas un véritable programme politique structuré et relèguent donc le mouvement à une simple expression de la colère du peuple.

Pourquoi sommes-nous ici et pourquoi nous protestons ?
Parce que le coût de la vie nous est trop cher
Pourquoi sommes-nous ici et pourquoi nous protestons ?
Parce que la facture de l'eau et de l'électricité est trop chère
Pourquoi sommes-nous ici et pourquoi nous protestons ?
Parce que nous voulons le changement
Pourquoi sommes-nous ici et pourquoi nous protestons ?
Parce que le coût de la vie nous est trop cher

Dans ce second exemple, le thème de l'injustice sociale est exploité en interpellant nominativement certaines personnalités politiques influentes du pays :

Vos enfants, vous les avez éduqués
Et les enfants du peuple, vous les avez expulsés
Vos enfants, vous les avez nourris
Et les enfants du peuple, vous les avez affamés
Vos enfants, vous les avez employés
Et les enfants du peuple, vous les avez poussés à l'immigration
Mais les enfants du peuple se sont réveillés
Les enfants du peuple ne sont plus dupes
Les enfants du peuple vous crient :
Ceci est le Maroc et c'est notre pays
Et que El Himma¹³ comprenne de lui-même ce qu'il lui reste à faire
Ceci est le Maroc et c'est notre pays
Et que Majidi¹⁴ comprenne de lui-même ce qu'il lui reste à faire
Ceci est le Maroc et c'est notre pays

H. Mahfoud était précisément en charge de la création des slogans (ce qui a fait de lui la plume du M20F¹⁵) comme de l'animation de la foule pendant les marches

13. Fouad Ali El Himma, ami intime du roi, ancien secrétaire d'État à l'intérieur et depuis 2011 un des conseillers de Mohammed VI, est considéré comme l'une des personnalités les plus influentes du pays notamment avec Mounir Majidi.

14. Mounir Majidi, ami d'enfance et secrétaire particulier de Mohammed VI depuis son accession au trône, est en charge de la gestion des entreprises et finances du palais.

15. Voir « Portrait : la plume du 20 février » sur *Telquel-online.com* : http://www.telquel-online.com/archives/476/mag2_476.shtml.

à bord de la Honda utilitaire louée pour l'occasion, armé d'un haut-parleur. Il a été particulièrement médiatisé du fait de sa présence physique et de celle de sa parole. Et c'est dans l'exercice de cette fonction qu'il a tenté de maintenir une tension dramatique dans la conduite de la foule des manifestants. Le choix des slogans, me dit-il, a lieu en fonction de l'assistance et se construit dans l'interaction entre le meneur et les participants. Hamza parle en effet avec passion de cette danse chantée avec la foule au point de décrire une forme d'addiction à ce type d'exercice malgré les nombreux coups et blessures reçus pendant les manifestations : « Je ne pouvais plus ne plus y aller, même blessé. Lorsque la masse critique est formée, cette intensité est inégalable ». Le moment manifestant se transforme alors en improvisation théâtrale comme dans cette vidéo publiée sur le site *mamfakinch.com*, adresse officielle du mouvement du 20 février, à traduire par « nous ne lâcherons rien ». Dans cet extrait amateur¹⁶, le meneur cite les paroles de sa grand-mère : « Elle m'a toujours dit de craindre le feu, la mer et le Makhzen. Elle est là aujourd'hui avec nous ». La foule soulève alors la grand-mère, présente parmi les manifestants. Elle brandit sa carte d'identité nationale pendant que le reste des manifestants scande spontanément « que vive le peuple ! ». Les slogans les plus connus et les plus consensuels vont donc rythmer la marche, pendant que celle-ci est attaquée de toutes parts et pendant que le nombre des participants diminue, rappelant ainsi les fondamentaux du mouvement et le commun qu'il mobilise :

Nous ne céderons pas, nous ne céderons pas !
Et avec le régime nous ne réconcilierons pas
Nous ne céderons pas, nous ne céderons pas !
Et avec le régime nous ne réconcilierons pas

La voix en déclin

Par-delà le caractère composite du mouvement, dans les premières semaines après le lancement du mouvement, plusieurs événements viendront bousculer les discours et les revendications, mais aussi participer à la diminution progressive du nombre de manifestants.

Il y eut tout d'abord le discours du roi le 9 mars 2011, en réaction à la protestation populaire, quelques semaines à peine après le début des premières mobilisations, organisées alors à un rythme hebdomadaire. Celles-ci connaissent une recrudescence de participants d'un dimanche à l'autre, encouragée par

16. Voir <http://www.youtube.com/watch?v=oEWav3MgPsY>.

l'absence de répression policière violente. Le discours du roi confirme alors le désir de changement réclamé dans la rue, sans jamais reconnaître ni citer la contestation populaire, en affirmant qu'il s'agit de la suite des réformes mises en place par le gouvernement depuis une décennie et surtout en proposant une réforme constitutionnelle¹⁷. Ce coup de théâtre, applaudi par la classe politique comme par l'opposition¹⁸ et apprécié par l'élite intellectuelle, divise définitivement le mouvement. Paradoxalement, c'est à partir de ce moment-là que la surveillance et la répression policière jusqu'alors passives et contenues sont mises en place et que la forme pacifiste et consensuelle du mouvement prend tout son sens.

Les mobilisations du M20F tentent de tenir parole en mettant en place tant bien que mal des actions et des dispositifs visant à sécuriser les marches malgré la répression policière de plus en plus accrue et malgré les dysfonctionnements internes du mouvement. Des groupes coordonnés se chargent donc systématiquement d'orienter la foule, de former des chaînes humaines protégeant le mobilier urbain et de conserver, malgré les provocations des *Baltaji*, une forme de mobilisation respectueuse des valeurs proclamées. Toutefois, le maintien de la « masse critique » est de plus en plus difficile. Les participants sont moins nombreux et se retrouvent isolés pendant les marches, loin de la foule rassemblée et compacte, et donc vulnérables à la répression violente des forces de l'ordre.

Les actions policières après le discours du roi du 9 mars sont de plus en plus assidues. Elles consistent à déployer deux types de stratégies : la première est purement répressive et se matérialise par la violence policière qui attaque précisément les flancs du contingent des marcheurs et qui fait de très nombreux blessés. En parallèle, les poursuites judiciaires, les interrogations musclées et les emprisonnements abusifs de certains membres du mouvement se multiplient. Le second type d'action consiste en l'organisation régulière de contre-manifestations lors des marches. Le dispositif manifestant est régulièrement troublé par la présence, lors des marches du M20F, d'un autre groupe de manifestants armés de drapeaux et de portraits à l'effigie du roi. Formé après le discours du roi, le groupe « les jeunes du 9 mars », sélectionné par les forces de police – selon les membres du M20F – est présent à chaque rendez-vous. La rencontre entre les deux contingents est le lieu des provocations verbales et de rixes qui perturbent le caractère pacifique du M20F. Sortir dans la rue dans ces conditions devient dangereux et risqué. Le même type de stratégie est déployé également sur les réseaux sociaux. Les « jeunes

17. Voir le texte intégral du discours du roi Mohammed VI du 9 mars 2011 : <https://www.mamfakinch.com/texte-integral-du-discours-adresse-par-le-roi-a-la-nation-2/>.

18. Voir <http://www.rfi.fr/afrique/20110311-maroc-le-discours-roi-acclame-critique>.

du 9 mars » ouvrent des comptes sur Facebook, où les insultes et les commentaires provocateurs minent le débat politique qui s'était installé.

Les actions policières sont accompagnées d'actions politiques. Le mouvement sans leader et sans parti est donc durement fragilisé par le projet de modification de la constitution proposée par le monarque, ainsi que par le retrait du mouvement des diplômés chômeurs et des fonctionnaires à qui les pouvoirs politiques proposent des augmentations de salaire et des emplois (des centaines d'anciens diplômés chômeurs seront recrutés en tant que fonctionnaires en 2011).

Le référendum organisé quelques mois plus tard validant par un « oui » majoritaire (72 % des voix) la nouvelle Constitution, puis la tenue d'élections anticipées où le parti islamiste *Justice et Développement* sort vainqueur donne lieu au retrait des islamistes radicaux et surtout au repli de leur contingent significatif de manifestants des rangs du M20F. Les médias officiels, qui n'ont jamais cessé de réprouver le mouvement, en remettant précisément en question sa légitimité dans un contexte où l'État et les pouvoirs politiques se trouvent *a priori* disposés à la négociation des modalités du changement, ont trouvé dans le projet de la nouvelle Constitution et sa validation par le référendum, un argument majeur pour justifier la rhétorique de l'exception marocaine. Si, pour de nombreux analystes et membres du mouvement, les modifications apportées à la Constitution sont « cosmétiques »¹⁹, le mouvement est trop affaibli pour rassembler à nouveau. Le M20F se retrouve isolé aussi bien dans l'espace public que dans la rue et sa voix s'éteint progressivement. Les divisions et les dysfonctionnements internes du mouvement deviennent plus criants dans ce moment de crise et d'isolement social et politique. En l'absence de leader, les conférences des comités d'organisation manquent d'efficacité. Les réunions et rassemblements des membres organisateurs, si passionnément décrits par H. Mahfoud, se transforment alors en cacophonies.

À partir de cette succincte description des conditions du déclin du mouvement, il me semble très délicat de traiter la question des contestations publiques au Maroc en termes d'exception. Sortir dans la rue dans le contexte politique décrit ici n'est pas un phénomène passager ou banal. Le corps manifestant se fait voir et se fait entendre. Il trouve et recouvre sa « voix »²⁰ dans un espace contestataire sans appartenance politique affichée et à l'intérieur d'un mouvement aux contours flous et objet de répression policière accrue. La présence de ce corps et de cette voix manifestante est au contraire une véritable gageure pour les participants.

19. Voir Ahmed Benchemsi, « FEB20's Rise and Fall: A Moroccan Story » sur <http://ahmedbenchemsi.com/feb20s-rise-and-fall-a-moroccan-story/>.

20. Albert OGIER, Sandra LAUGIER, 2011

Le mouvement du 20 février fait manifestement écho aux protestations publiques qui se sont produites dans le monde arabe. Les enjeux y sont comparables même si la mobilisation a lieu dans des cadres nationaux différents. Le mouvement du 20 février déploie des stratégies similaires d'appropriation de l'espace urbain, de la publicité, de la visibilité du corps et de la voix du peuple. La situation contestataire décrite ici lors des manifestations montre la matérialité de la présence du corps et de la voix dans la rue, des risques et des dangers de leur exposition au vu de tous, et l'engagement tenu par les membres du 20 février pour maintenir une forme manifestante respectant les valeurs qu'ils proclament. L'expérience du M20F montre également comment sont négociées les formes de l'être et du dire à l'intérieur des cortèges manifestant. Si le corps reproduit à petite échelle les pouvoirs et les dangers qu'on attribue à la structure sociale (Douglas, 2001, p. 131) dans le cadre d'un mouvement protestataire populaire comme le M20F, le corps et la voix sont les véhicules de la remise en question de cette structure sociale dont ils incarnent précisément le pouvoir et les dangers. La présence des corps et des paroles publiques est donc négociée *in situ* et en contexte et c'est dans le cadre de cette négociation que leur voix est apparue puis a décliné.

Bibliographie

- BAYLOCQ Cédric, GRANCI Jacopo, 2012, « “20 février” Discours et Portraits d'une révolte au Maroc », *l'Année du Maghreb*, n° 8, Paris : CNRS Éditions, p. 239-258.
- BENNANI-CHRAIBI Mounia, JEGHLALLY Mohammed, 2012, « la Dynamique protestataire du mouvement du 20 février à Casablanca », *Revue française de science politique*, n° 62, p. 867-894.
- BROMBERGER Christian, 1990, « Paraître en public : des comportements routiniers aux événements spectaculaires », *Terrain*, n° 15, p. 5-11.
- DOUGLAS Mary, 2001, *De la souillure : essai sur les notions de pollution et de tabou*, Paris : la Découverte.
- EMPERADOR BADIMON Montserrat, 2007, « Diplômés Chômeurs au Maroc : dynamiques de pérennisation d'une action collective plurielle », *l'Année du Maghreb*, n° 3, Paris : CNRS Éditions, p. 297-311.

FERRIE Jean-Noël, 1995, « Lieux intérieurs et Culture publique au Maroc », *Politix*, n° 31, p. 187-202.

GOFFMAN Erving, 1991, *les Cadres de l'expérience*, Paris : Éditions de Minuit.

MAJDOULI Zineb, 2012, « Corps vu, corps reconnu : régimes de visibilité du corps féminin dans les festivals musicaux au Maroc », in Monia LACHHEB (dir.), *Penser le corps au Maghreb*, Paris : Karthala, p. 79-98.

OGIEN Albert, LAUGIER Sandra, 2011, *Pourquoi désobéir en démocratie*, Paris : la Découverte.

SAINT-PROT Charles, ROUVILLOIS Frédéric, 2013, *L'Exception marocaine*, Paris : Ellipses.

SAKHI Montassir, 2013, *le Mouvement du 20 février marocain : conditions de naissance et évolution d'un mouvement protestataire*, mémoire de Master en sciences politiques, université de Vincennes/Saint-Denis - Paris 8.

SCHECHNER Richard, 1980, « Vers une poétique de la représentation », in Régis DURAND (dir.), *la Relation théâtrale*, Lille : Presses universitaires de Lille, p. 107-146.

TERZI Cédric, LAACHER Smain, 2012, « Comment faire peuple ? Le cas des protestations publiques au Maghreb », *l'Année du Maghreb*, n° 8, Paris : CNRS Éditions, p. 87-102.

VAIREL Frédéric, 2005, « l'Ordre disputé du *sit-in* au Maroc », *Genèses*, n° 59, p. 47-70.

VAIREL Frédéric, 2012, « "Qu'avez-vous fait de vos 20 ans ?" Militantismes marocains du 23 mars 1995 au 20 février 2011 », *l'Année du Maghreb*, n° 8, Paris : CNRS Éditions, p. 219-238.

Résumé : L'enquête, dont je présente les résultats, porte sur les manifestations du 20 février marocain et s'étend sur la période de février 2012 à mars 2013. Elle a la particularité de considérer ce mouvement social dans une période où « la voix » des contestataires est plus faible, médiatiquement comme dans l'espace

urbain. Celui-ci traverse en effet une crise après l'effervescence remarquable de février 2011, date du début des contestations. Toutefois, les rues sont toujours investies à un rythme régulier par les manifestants. Je cherche à mettre en lumière les moyens verbaux et non verbaux ayant pour but de « rester dans la rue », de signifier une présence maintenue dans l'espace public. Et j'analyse cette expérience de la présence manifestante par le corps et la voix au moment de son déclin. *Mamfakinch*, un des slogans les plus importants du mouvement veut précisément dire « nous ne céderons pas ».

Mots clés : espace public, espace urbain, mouvements sociaux, corps manifestant, parole contestataire, Maroc

Abstract: This paper focuses on the public demonstrations of the 20th of February Moroccan movement (M20F), from February 2012 to March 2013. After a remarkable effervescence in its first months, the Movement found itself in a crisis. The paper studies this social movement when the "voice" of its protesters is at its lowest, in both the media and the urban space. However, the streets were filled on a regular basis by demonstrators. Through ethnographic observations and interviews with active members of the M20F, the author highlights what were the ways, verbal and nonverbal, for "staying on the street", sustaining a continued presence in the public space; she further analyzes the demonstrators' body experience during manifestations at a time when their "voice" was in decline. Mamfakinch, one of the most important slogans of the movement means precisely "we will not give up".

Keywords: : Public Space, Urban Space, Social Movements, Bodies in Dissent, Speech Acts, Morocco